



# ULB- COOPÉRATION

L'ONG de l'Université libre de Bruxelles



PB-PP  
BELGIE(N) - BELGIQUE

Bureau de dépôt  
Bruxelles X / P302398



## RAPPORT D'ACTIVITES 2018



# N°18

JUIN-AOÛT 2019

Éditeur responsable : ULB-Coopération asbl | Av. F.D. Roosevelt 50, CP266 | 1050 Bruxelles  
Tél.: 02 650 6100 | [www.ulb-cooperation.org](http://www.ulb-cooperation.org)

- p.2 Recettes et dépenses 2018
- p.3 Éducation et citoyenneté critique
- p.4 RDC - Amélioration structurelle des systèmes de santé au Nord-Kivu
- p.6 RDC - Amélioration structurelle des systèmes de santé à Kinshasa
- p.8 RDC - Agriculture et apiculture intégrées
- p.10 Burkina Faso - Gestion durable des ressources naturelles
- p.12 Sénégal - Amélioration de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et économique ; et protection de l'environnement
- p.14 Consortium Uni4Coop

**Coordination**

Julie Simon, Nel Tsopo  
**Ont collaboré à ce numéro**  
 Sarah Belalia, Julie Berthelier, Daniela Chinnici, Thierry de Coster, Céline Gurdebeke, Boris Javeau, Hélène Lambert, Félix Vanders-tricht Audrey Villance, Alain Wodon

**Graphisme**

Mpointproduction

**Impression**

Vanruys.be

**ÉDITO**

Ce numéro spécial de notre newsletter, consacré à notre rapport d'activités annuel, vous montrera qu'après une année 2017 riche de nouveautés (démarrage de nouveaux projets, nouvelles collaborations, nouveaux bureaux), 2018 s'est déroulée sous le signe du renforcement. Nos équipes sur le terrain et à Bruxelles se sont étoffées, de nouvelles compétences sont venues enrichir notre expertise. Les actions entreprises ont atteint leur vitesse de croisière pour proposer déjà plusieurs résultats impressionnants développés dans ces pages. La collaboration au sein d'Uni4Coop, consortium des 4 ONG universitaires, s'est amplifiée et concrétisée au Sud par un premier projet commun. D'un point de vue organisationnel, la structure s'est renforcée pour répondre aux nouvelles exigences nationales et internationales. Nous avons obtenu le renouvellement, pour 2 ans, de notre certification qualité EFQM. Nous avons entamé, et récemment finalisé, le processus d'accréditation de notre système de suivi et d'évaluation. Comme chaque année, pour garantir la bonne utilisation des fonds qui nous sont confiés, nous avons été soumis à plusieurs évaluations techniques et audits financiers qui n'ont décelé aucun problème particulier. Une description plus précise de tous ces éléments qui visent l'efficacité et la

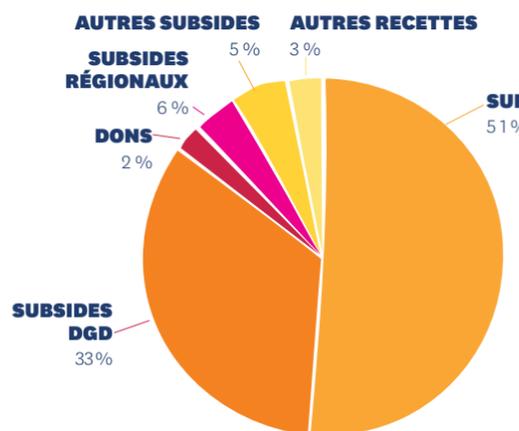
qualité de nos actions, sont ou seront bientôt disponibles sur notre site internet.

2018 a malheureusement été également le point de départ de deux phénomènes particulièrement inquiétants et douloureux pour les populations qui les subissent. Deux phénomènes qui ont pris des ampleurs inattendues, et ne sont toujours pas résolus à ce jour : les attaques djihadistes qui se multiplient au Burkina Faso, et se rapprochent de plus en plus de la capitale ; l'épidémie d'Ebola, qui ne parvient pas à être maîtrisée à l'Est de la République démocratique du Congo, malgré les moyens déployés. Ces tristes constats me permettent, une fois de plus, de rendre un hommage appuyé à nos équipes sur le terrain, qui malgré les conditions difficiles et dangereuses, poursuivent sans relâche leurs actions pour le bénéfice des populations. Bravo et merci à toutes et à tous ! Merci également à notre équipe du siège qui assure un travail technique et administratif de plus en plus complexe et fournit le support indispensable à la réussite de toutes ces actions. Enfin, merci à vous qui lisez ces lignes et qui soutenez nos actions. Sans vous, tout ce que nous relatons dans ces pages n'aurait pas été possible. Bonne lecture.

**Alain Wodon, directeur**

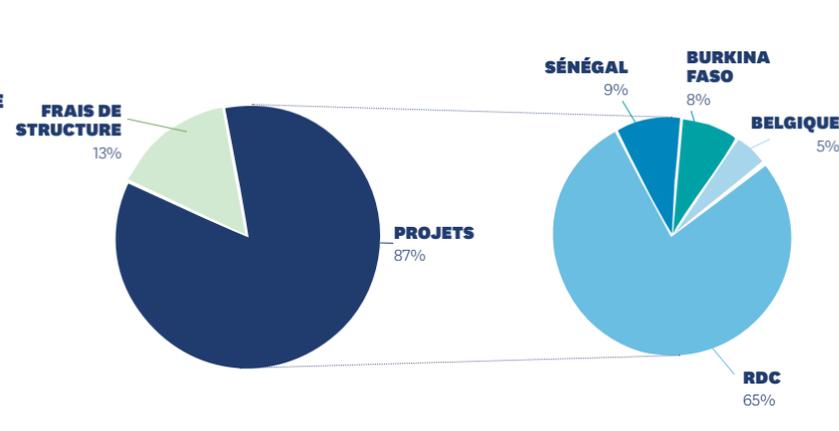
**RÉPARTITION DES RECETTES 2018**

(5,9 MILLIONS EUR)



**RÉPARTITION DES DÉPENSES 2018**

(5,7 MILLIONS EUR)



**ÉDUCATION ET CITOYENNETÉ CRITIQUE, ACTIVITÉS EN BELGIQUE**

À l'heure où des partis populistes gagnent des points à travers l'Europe, y compris chez les plus jeunes, il semble important, en marge des missions de formation et de recherche de l'Université, de sensibiliser et renforcer la communauté universitaire dans ses actions et son engagement pour un monde plus juste et solidaire. C'est pourquoi les actions d'éducation et de citoyenneté critique menées par ULB-Coopération visent à développer l'esprit critique des acteurs de l'Université pour leur permettre de mieux cerner les interdépendances, sur des enjeux globaux, entre leurs choix individuels et collectifs, en toute indépendance des discours dominants. Cette étape de compréhension est envisagée comme un premier pas vers des changements concrets de comportement pour une société plus équitable.

La plupart des activités menées sont réalisées en collaboration avec d'autres acteurs de la coopération au développement, et souvent en co-construction avec des membres de la communauté universitaire (académiques, chercheuses et chercheurs, cercles d'étudiants, etc.). Plusieurs médias sont sollicités pour tenter de toucher un public le plus large possible : les documentaires ou films qui permettent de proposer des ciné-débats accueillant des intervenants d'horizons divers, le théâtre, les expositions, les conférences... Des cours, dits « métiers », sont organisés au sein de différentes facultés pour permettre à un professionnel du Sud de partager son expérience dans le cadre de cursus divers de l'ULB. D'autres actions visent l'appui à des groupes déjà plus engagés (associations étudiantes, stagiaires ou mémorants) pour la construction de certaines de leurs activités de solidarité. Des sessions de préparation sont notamment proposées aux étudiants qui désirent partir à l'étranger, pour les sensibiliser à l'interculturalité.

**NOS ACTIONS EN 2018**

En 2018, nos activités dites « grand public » ont permis à plus de 2.200 personnes d'acquérir une meilleure compréhension des thématiques suivantes :

- La migration et les stéréotypes accrochés aux personnes migrantes, grâce à plusieurs activités : une exposition photos et vidéos intitulée "Yézidis, un peuple entre exil et résistance" en collaboration avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, une pièce de théâtre de la compagnie "Transe-en-danse", une collaboration avec la professeure Laura Calabrese et son ouvrage "Penser les mots, dire la migration" et une activité dans le cadre de Campus Plein Sud pour le

lancement de la campagne "Université hospitalière", avec des concerts et des animations.

- Les enjeux du journalisme d'investigation au travers d'une conférence.
- L'aide au développement et la décolonisation : une pièce de théâtre "Colon(ial)oscopie" et l'animation du jeu "Sudestan" lors de la journée de la coopération, pour revenir sur les différentes périodes de l'aide au développement.

Au sein de l'Université, 3 cours méfis ont été organisés : sur l'impact du changement climatique dans un cours sur le monde aquatique et deux interventions dans des cours de santé publique sur la santé, respectivement à Cuba et au Nord-Kivu. Les étudiants d'agrégation en histoire ont travaillé sur la pièce de théâtre "Colon(ial)oscopie" comme vecteur de transmission de l'histoire dans le secondaire. Les ingénieurs de la CODEPO ont abordé les enjeux du commerce international de denrées alimentaires grâce à l'outil "Navatane". Les étudiants du cours de monde arabe contemporain ont visité l'exposition les "Yézidis". Enfin, quarante étudiant-e-s partant en stage au sud ont travaillé sur les dynamiques d'interculturalité.

Deux cercles étudiants ont été accompagnés en 2018. Les membres de l'AEAD, dans le cadre de leur voyage annuel au Sénégal, ont été encadrés à la fois pour renforcer leurs compétences sur la thématique de la migration et leur compréhension des enjeux mondiaux, mais aussi pour l'organisation de leurs activités. L'association 180DC, dont les étudiants proposent des missions de consultance dans des associations, a également été accompagnée pour développer un volet coopération. Ses étudiants ont été informés sur les enjeux de la coopération au développement et les objectifs de développement durable. Au total, une centaine d'acteurs et actrices dits « relais » ont participé à nos activités.

Un important travail de plaidoyer a également été mené avec les autorités de l'ULB pour la mise en place de la campagne « Rendons notre université hospitalière » lancée par la coalition Justice Migratoire, qui rassemble la FEF, le CNCD-11.11.11, et les ONG universitaires d'Uni4Coop (ULB-Coopération, Eclasio, FUCID, Louvain Coopération), Amnesty International Belgique Francophone ainsi que les syndicats et de nombreuses organisations. L'ULB a été le premier établissement d'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles à se déclarer hospitalier ! Ceci se traduit notamment par le soutien à la participation des migrant-e-s pendant leur parcours académique et la sensibilisation de la communauté universitaire. ▽



**2.200** personnes touchées par les activités grand public



Plus de **1000** personnes sensibilisées à la situation des Yézidis d'Irak

Plus de **40** étudiant-e-s préparé-e-s pour leur stage au sud

Plus de **160** étudiant-e-s ont abordé les enjeux mondiaux au sein de leurs cours



**BAILLEURS**

Belgique partenaire du développement



BUDGET 2018 : 92 000 €

INFO : julie.berthelier@ulb-cooperation.org, audrey.villance@ulb-cooperation.org

# AMÉLIORATION STRUCTURELLE DES SYSTÈMES DE SANTÉ

En 2018, ULB-Coopération a poursuivi ses actions au sein des deux projets de renforcement du système de santé en République démocratique du Congo qu'elle mène dans la ville de Kinshasa et dans la province du Nord-Kivu. Les lignes qui suivent montrent que les résultats obtenus sont très encourageants même s'il faut bien admettre qu'ils sont peu de chose par rapport à la situation sanitaire des populations, qui reste très préoccupante. Les conditions de vie au Nord-Kivu se sont vues aggravées dès la mi-2018, la population doit, depuis, faire face à une importante épidémie de maladie à virus Ebola.

## GOMA, NORD-KIVU, RD CONGO

En 2017, ULB-Coopération a démarré un projet de 5 ans cofinancé par l'Union européenne (90 %) et la Coopération belge (10%), le projet PADISS, qui vise le développement intégré et durable du système de santé du Nord-Kivu. En 2018, deuxième année du projet, les différents axes d'intervention mis en place ont été poursuivis et intensifiés.

### INFRASTRUCTURES & ÉQUIPEMENT

Grâce au professionnalisme de l'équipe sur place et à l'appui efficace des populations, les 19 chantiers de construction mis en œuvre ont été terminés avec succès. Les inaugurations officielles des ouvrages ont eu

#### Axes d'intervention du projet PADISS (Projet d'Appui au Développement Intégré du Système de Santé)

1. Construction, réhabilitation et équipement de structures de santé
2. Appui à la Division provinciale de la santé et mise en place d'un système d'accréditation des soins
3. Appui à l'hôpital provincial de Goma
4. Test d'un nouveau modèle d'organisation des soins en milieu urbain
5. Appui à la zone de santé de Rutshuru en situation de transition post-urgence
6. Mise en place d'un système de formation clinique continue avec construction d'un centre de formation continue
7. Étude sur les conditions nécessaires à la mise en place d'une assurance santé
8. Capitalisation et diffusion des résultats



Ils ont également proposé l'amélioration de certains outils de gestion et appuyé la production des rapports financiers trimestriels. L'appui apporté à la transfusion sanguine a permis de distribuer 3.123 poches de sang, contrôlées aux 4 marqueurs infectieux (soit 94 % des dons collectés).

Outre les premières analyses effectuées pour élaborer une stratégie provinciale d'accréditation, les centres de santé des zones de Goma et Rutshuru ont été appuyés afin de prendre les mesures qui leur permettaient de répondre aux critères d'éligibilité du système de subvention des soins mis en place au sein de la Province. 30 centres de santé sont aujourd'hui éligibles, ce qui permettra de prodiguer des soins de qualité à des tarifs moins discriminants.

### HÔPITAL PROVINCIAL

L'appui apporté à l'hôpital durant l'année a permis de mener plusieurs chantiers d'amélioration. Ils ont conduit à une diminution significative de la mortalité intra hospitalière et à une augmentation du nombre de patients référés par les structures extérieures. Ceci signifie que tant la qualité des soins que la confiance dans l'hôpital ont été augmentées. Ces chantiers ont été encadrés par le comité d'accompagnement de l'hôpital, fraîchement mis en place, et appuyés par plusieurs experts de l'hôpital Erasme, en mission, et les assistants techniques du projet, résidents à Goma. Ils ont permis la réorganisation de la gouvernance ainsi que la finalisation du projet médical et du plan d'établissement hospitalier. Des formations du personnel concernant les questions de discrimination et de genre ont été organisées dans la foulée d'une étude qui a permis de mieux identifier les sources de discrimination. Un outil a été mis en place pour favoriser le dialogue avec les patients et réduire ces discriminations (également proposé aux centres de santé). Un nouveau service de stérilisation a été ouvert, qui a participé à l'amélioration générale de l'hygiène

au sein de l'hôpital. Les protocoles thérapeutiques ont été actualisés et ont permis de rationaliser la liste des médicaments disponibles au sein de la pharmacie de l'hôpital. L'ingénieur biomédical a reçu une formation complémentaire en maintenance. Son encadrement par un ingénieur biomédical de l'hôpital Erasme a notamment permis l'élaboration d'un système de gestion du matériel biomédical (voir Newsletter n° 16, p. 10).

### ORGANISATION DES SOINS EN MILIEU URBAIN

Après la réalisation de trois études sur les itinéraires thérapeutiques et l'offre de soins dans la ville de Goma, après l'organisation de plusieurs voyages d'étude, dans et en dehors du pays, concernant différents modes de prise en charge des patients, les autorités sanitaires ont marqué leur accord



Hôpital provincial du Nord-Kivu, 2018

pour qu'un nouveau modèle de centre de santé, dit « centre de santé médicalisé », soit mis en place et testé au niveau de la ville de Goma. Ce modèle, basé sur l'organisation des maisons médicales que l'on connaît en Belgique, prévoit une approche multidisciplinaire pour offrir une prise en charge plus globale des patients. Les travaux de construction des deux nouveaux centres ainsi que le processus de recrutement des équipes soignantes ont débuté.

### APPUI À LA ZONE DE SANTÉ DE RUTSHURU

2017 avait été consacrée à la préparation de la zone de santé et de l'hôpital au départ annoncé des équipes de MSF France. Les moyens disponibles suite à ce changement étant réduits d'un facteur 10, le premier semestre 2018 a été consacré à la réorganisation et à la rationalisation du fonctionnement de l'hôpital : actualisation du projet d'établissement hospitalier, finalisation du processus d'éligibilité aux subventions provinciales (contrat signé avec l'établissement de financement en juin 2018), installation d'un logiciel de gestion de la pharmacie et d'un logiciel de facturation (MSF étant reparti avec ses outils).

Le retour inattendu de MSF au début du second trimestre de l'année pour appuyer une partie de l'hôpital et sa volonté d'agir comme une organisation d'urgence, en dehors des préceptes habituels de l'organisation du système de santé, a rendu tout ce travail inutile et rend quasiment impossible la poursuite de l'intervention du projet au sein de l'hôpital. Les actions ont donc été réorientées vers les centres de santé de la zone. Les formations prévues dans le plan de formation de l'équipe cadre de la zone ont été organisées pour les prestataires des centres de santé. Ces derniers ont été supervisés pour assurer l'offre de soins de qualité.

### Ça bouge du côté des discriminations !

Deux nouveautés de 2018 sont à souligner en termes de respect des droits des patients.

Le dialogue avec les patients de l'hôpital provincial est aujourd'hui suscité et valorisé, par le biais d'un lieu ouvert chaque lundi matin, offrant la possibilité aux patients d'expliquer les difficultés qu'ils rencontrent, notamment en termes de discriminations, avec les soignants eux-mêmes, dans un cadre respectueux et sécurisé.

Second pas important franchi, la mise en œuvre d'un processus clair au sein de l'hôpital, permettant de réduire les discriminations, composé de plusieurs éléments complémentaires : d'une part, une charte énonçant les droits des patients a été affichée au sein de l'hôpital provincial, à Goma. Deuxième élément, un numéro de téléphone (bientôt gratuit) a été ouvert pour que les patients victimes de discriminations puissent introduire des réclamations. Une commission de lutte contre les discriminations a été créée, chargée de recevoir les plaintes et d'encourager les bonnes pratiques. Cette commission fait rapport au comité directeur de l'hôpital, qui prend les mesures pertinentes pour répondre à la plainte. Il peut par exemple envoyer un avertissement aux soignants responsables de la discrimination rapportée, ou décider l'organisation d'une session de sensibilisation sur cette question spécifique. La récolte des données concernant les plaintes et le traitement qui leur est réservé est également prévue, afin d'analyser objectivement l'évolution du phénomène.

### FORMATION CLINIQUE CONTINUE

Les premiers éléments du centre de formation provincial ont été élaborés : statut, charte, règlement d'ordre intérieur, business plan. Les référentiels de compétences qui serviront de support aux formations sont en cours d'élaboration. Les plans des nouveaux

bâtiments (y compris le centre d'accueil pour les étudiants) ont été arrêtés et la construction a débuté début 2019. Sans attendre la mise sur pied du centre, le processus de formation avec l'appui des experts d'Erasmus s'est poursuivi. En 2018, quatre missions de formation ont été organisées. Sept futurs formateurs du centre de formation ont bénéficié d'un recyclage. 40 médecins, 35 infirmières, infirmiers ont été formés à l'échographie obstétricale ou aux principes des processus d'accréditation. Profitant de l'expérience acquise lors des travaux de construction, 96 ingénieurs en bâtiment et travaux publics ont été sensibilisés à l'importance des études de pédopaysage.

### ASSURANCE SANTÉ

Une analyse a été organisée par l'équipe pour mieux cerner les attentes de la population et estimer leur capacité à payer les soins. Un expert international, spécialisé dans le domaine du financement de la santé, a réalisé une première étude pour identifier les pistes de financement possibles en collaboration avec les acteurs publics et privés.

INFO :  
[jeanbosco.kahindo@ulb-cooperation.org](mailto:jeanbosco.kahindo@ulb-cooperation.org)  
[daniela.chinnici@ulb-cooperation.org](mailto:daniela.chinnici@ulb-cooperation.org)

BAILLEURS :



BUDGET 2018 :  
 3.112.000 €



Formation drépanocytose, Kinshasa, 2018

## KINSHASA, RD CONGO

**En 2018, grâce au financement de la coopération belge, ULB-Coopération a poursuivi son appui à la mise en place de la plateforme hospitalière (en collaboration avec l'ONG Chaîne de l'Espoir Belgique) ainsi que son appui à la zone de santé de Kintambo. Les actions de renforcement de l'hôpital de Kintambo, auparavant directement menées par l'assistance technique d'ULB-Coopération, s'organisent maintenant via le système de micro-projets d'amélioration mis en œuvre par la plateforme.**

### PLATEFORME HOSPITALIÈRE

Au cours de cette deuxième année de programme, les ONG partenaires de la plateforme hospitalière (PH RDC) ont poursuivi un double objectif. D'une part, développer les activités d'encadrement et d'appui aux hôpitaux membres (fin 2018, 32 hôpitaux étaient membres de la PH). D'autre part, poursuivre le processus d'autonomisation de la plateforme elle-même.

Concernant le premier objectif, deux cycles de formation ont été organisés. Le premier, en collaboration avec Médecins Sans Vacances, a porté sur l'hygiène hospitalière et la sécurité des patients. Le second a concerné l'identification des besoins en formation et l'élaboration d'un plan de formation. Trois appels à micro-projets ont été lancés. Un était totalement ouvert. Pour les deux autres, les projets proposés devaient être en rapport avec les thématiques des formations proposées.

Au total, 39 micro-projets ont été soumis et 13 financés pour un montant total de 65.000 €.

Concernant l'objectif d'autonomisation de la PH-RDC, celle-ci a été reconnue officiellement comme ASBL en 2018. Ses organes de gestion ont été mis en place, le CA a été installé et un coordinateur recruté. Ce processus est loin d'être terminé et la forte proximité avec les ONG partenaires, voulue pour permettre à la PH d'assurer un niveau d'activité mobilisateur pour ses membres, est parfois un handicap pour son autonomisation effective. Ce problème, connu de tous, a été soulevé lors de l'évaluation externe réalisée fin d'année.

Cette évaluation a également mis en évidence les effets bénéfiques de la PH. Elle soulève en effet que « la PH-RDC est innovante à quatre niveaux :

- Elle ménage un lieu d'échange de savoirs et de pratiques entre les hôpitaux, rompt



Formation drépanocytose, Kinshasa, 2018

l'isolement des établissements de soin et génère des dialogues fructueux entre ces derniers ;

- Elle applique un système de concours pour l'obtention du financement de micro-projets. Ce système permet de répondre aux priorités définies par les hôpitaux et revêt une dimension formative puisque les projets sont présentés, critiqués et défendus publiquement devant l'assemblée des pairs chargée ensuite de les évaluer et de les coter ;
  - Elle tend à devenir une entité autonome et gérée selon des principes participatifs qui responsabilisent ses membres ;
  - Elle tend à assurer l'interface entre les formations sanitaires et les bailleurs de fonds.
- Outre ces dimensions innovantes, la PH-RDC présente d'autres avantages. Elle propose et organise des sessions de formation sur des thèmes qui intéressent les structures sanitaires. La formation à l'élaboration et à la gestion de projet organisée par la PH-RDC a, par exemple, fourni aux structures sanitaires les connaissances nécessaires pour concevoir des projets cohérents susceptibles d'intéresser des bailleurs de fonds. De plus, la rigueur qui préside au fonctionnement de la PH-RDC et à l'octroi des microprojets accroît la crédibilité des hôpitaux qui en sont membres. »

### ZONE DE SANTÉ DE KINTAMBO

2017 avait permis de recueillir les informations sur l'offre de soins proposée par les nombreuses structures privées officiant dans la zone. Un groupe de réflexion regroupant des représentants des structures de soins (publiques et privées) a été mis en place pour proposer des actions de renforcement de la qualité de la première ligne de soins. Six des 10 centres de santé actifs au sein du groupe ont été formés à l'élaboration de leur business plan. L'intégration de la prise en charge de la drépanocytose est la thématique qui a été choisie comme première étape du renforcement de la prise en charge des maladies chroniques au sein des centres de santé. Des formations sur l'intégration de la prise en charge de cette pathologie (dépistage avec test rapide, traitement et suivi) ont été organisées. Un appel à projets pour l'intégration des activités relatives à la drépanocytose dans les structures sanitaires a été lancé. Les projets de trois centres de santé ont été financés. L'Institut des Techniques Médicales a reçu un financement pour organiser des formations sur le dépistage de la drépanocytose à l'aide d'un test rapide (voir Newsletter n° 16, p. 9).

Outre la plateforme hospitalière et le groupe de réflexion, une troisième structure, la plateforme des usagers, a été mise en place pour porter la voix des communautés et des patients et s'en alimenter pour améliorer la qualité des services offerts. Des groupes de réflexion de 15 à 20 personnes ont été formés autour de chaque centre de santé. Ils sont chargés de collecter les messages de la communauté et de les relayer auprès des responsables des centres de santé. Accompagnés par l'ONG locale Étoile du Sud, ils participent également à l'« empowerment » des communautés concernant leur droit à la santé.

INFO :  
[serge.ngaima@ulb-cooperation.org](mailto:serge.ngaima@ulb-cooperation.org)  
[felix.vanderstricht@ulb-cooperation.org](mailto:felix.vanderstricht@ulb-cooperation.org)

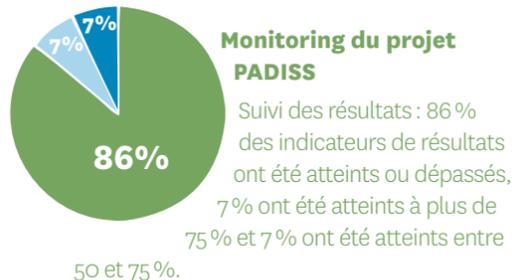
BAILLEUR :



BUDGET 2018 :  
 290.000 €



Formation drépanocytose, Kinshasa, 2018



Suivi des activités : 98% des activités planifiées ont débuté. 72% des indicateurs de suivi ont été totalement atteints. 12% des indicateurs ont été atteints à plus de 75% et 12% ont été atteints entre 50 et 75%.

## AGRICULTURE ET APICULTURE INTÉGRÉES

Les projets agro-environnementaux d'ULB-Coopération sont principalement menés dans la province du Kongo-Central (dans les régions du Mayombe et de Kisantu), auxquels s'ajoute un projet situé à Ibi, dans le plateau Bateke, non loin de Kinshasa. Tous poursuivent l'objectif d'améliorer durablement les conditions de vie des populations, en passant par une diversification de leurs sources de revenus respectant les écosystèmes et contextes locaux.



### COCONSTRUIRE DES MODÈLES D'AGRICULTURE FAMILIALE DURABLE À KISANTU

À Kisantu, les actions menées avec le partenaire local CDS, visent l'identification et l'évaluation collective de pratiques agricoles résilientes en prenant en compte les réalités locales, et notamment les aspects liés à la gestion foncière. La pression foncière dans la région ne fait que s'accroître et, couplée aux pratiques d'agriculture itinérante sur brûlis, entraîne des effets dévastateurs dont une savanisation du paysage et un effondrement de la fertilité des sols.

L'approche proposée s'articule autour de « champs-écoles paysans » (CEP), conçus comme des cadres sécurisés communs où chaque ménage bénéficie d'un accès à une parcelle d'environ 1 hectare durant

plusieurs années. Cet espace protégé permet aux agriculteurs d'expérimenter différents pratiques et modèles sur plusieurs cycles de culture, et de les comparer aux résultats observés sur la parcelle d'expérimentation animée par l'« agrovulgarisateur ». Ce dispositif vise à réduire les risques associés à l'innovation et à favoriser les échanges de savoirs. Le choix des expérimentations mises en place se base sur un diagnostic commun des systèmes de contraintes et opportunités des agriculteurs.

L'amélioration des revenus agricoles s'appuie donc aussi sur la diversification des cultures en fonction d'une analyse de la demande des marchés (Systèmes d'Information sur les Marchés – SIM). C'est ainsi que sésame, gingembre, soja ou cultures maraîchères apparaissent peu à peu aux côtés du manioc traditionnel.



### Les dualités temporelles : au cœur des préoccupations

Nathan Kasanda, conseiller technique Recherche & Développement attaché au bureau ULB-Coopération de Mbanza Ngungu, est quotidiennement confronté à des temporalités difficilement conciliables. Comment mettre en œuvre des approches participatives, qui requièrent du temps pour se coconstruire sur base de diagnostics et d'objectifs partagés, tout en s'assurant de répondre aux exigences de résultats à court terme des projets de développement ? Comment, aussi, concilier un processus de transition vers des modèles de gestion durable des territoires, dont les effets bénéfiques sont indirects ou ne s'observent qu'après de nombreuses années, aux besoins urgents de populations très défavorisées ? Des ébauches de réponses sont proposées dans les projets : mettre l'accent sur des diagnostics participatifs des systèmes de contraintes et appuyer des stratégies différenciées en fonction des typologies d'acteurs, ou encore introduire les changements à petite échelle, sur des parcelles collectives ou des « espaces protégés » permettant l'innovation et les échanges...

### INTÉGRATION DE L'APICULTURE AU SEIN DES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Dans la région de la superbe réserve de biosphère de Luki (Mayombe), et autour du puits de carbone d'Ibi sur le plateau des Bateke, ce sont les initiatives apicoles qui ont été renforcées durant l'année 2018. L'action s'appuie sur le renforcement technique des apiculteurs, de leurs structures (mini-mielleries autogérées par les apiculteurs) et sur l'appui à la commercialisation de produits apicoles améliorés. En amont, c'est le potentiel de l'apiculture intégrée au sein des systèmes de production et de gestion des terres qui fait l'objet de toutes les attentions.

À Ibi, cette intégration se réalise au sein de systèmes agroforestiers type « Taungya » (plantation d'acacias et de fruitiers divers associés à la culture du manioc). Elle permet de générer des revenus divers sur une parcelle, tout en favorisant la séquestration du carbone et la régénération des sols : manioc, miel, makala et fruits sont produits tout au long de l'exploitation de la parcelle.

À Luki, c'est la valorisation des jachères qui a suscité intérêt et recherche, via l'installation de « ruchers concentrés » (ruches

individuelles regroupées sur un terrain sécurisé collectivement) qui permettent non seulement de procurer des revenus apicoles à l'ayant-droit, mais génère également des bénéfices annexes : fruits, produits forestiers non ligneux (chenilles, plantes médicinales...) et bois. En favorisant l'allongement du temps de jachère et l'enrichissement avec des essences fertilisantes, ce système permet surtout une régénération des sols et un enrayment du cercle vicieux de dégradation des environnements forestiers autour du cœur d'une des dernières réserves de la région.

La co-construction des savoirs se fait ici de façon réciproque entre les agronomes de l'INERA (Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomique), qui forment les apiculteurs-pépiniéristes notamment, et les conseillers apicoles d'ULB-Coopération. Le partenariat avec l'INERA de Luki contient également la mise en place conjointe d'un jardin botanique mellifère à visée de recherche, d'éducation et de conservation – mais également d'approvisionnement continu en semences et boutures pour les agriculteurs et apiculteurs de la région.

Chaque élément de l'approche mise en œuvre a favorisé un réel engouement pour le projet par les apicultrices et apiculteurs des associations ciblées. 2019 confirmera très probablement cette tendance encourageante !

BAILLEURS :



BUDGET 2018 :

487.000 €

INFO :

ernest.muanda@ulb-cooperation.org

sarah.belalia@ulb-cooperation.org



150  
apiculteurs  
formés



10  
champs-écoles  
paysans fonctionnels  
et reboisés (+/- 500  
familles)



Amélioration qualitative et quantitative des productions : augmentation des revenus apicoles moyens de 55% au sein des « ruchers concentrés », création d'activités vivrières rentables et diversifiées



Recherches sur les plantes mellifères locales et sur l'intégration de l'apiculture au sein des systèmes locaux de production



Lancement du « Jardin Botanique Mellifère de Luki » en partenariat avec l'INERA-Luki, dans le but d'améliorer la connaissance, la valorisation, la conservation et l'accès aux ressources mellifères locales



80  
personnes formées aux méthodologies d'expérimentation en agroécologie, 50 apiculteurs formés à la gestion de pépinières et au diagnostic mellifère, 10 agronomes formés à l'apiculture



Construction de 6 mini-mielleries « autogérées » au sein des associations apicoles



BURKINA FASO

## GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES : EAU, FORÊTS ET AIRES À PROTÉGER

**Au Burkina Faso, la seconde partie de l'année 2018 a malheureusement été placée sous le signe d'une insécurité grandissante et ses nombreuses conséquences à tous les niveaux de la société. Au Centre Nord du pays, dans la région de Barsalogo, les violences djihadistes, terroristes et communautaires ont secoué les populations d'un pays déjà en situation fragile (40 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté, 20 % souffrent d'insécurité alimentaire).**

C'est à Barsalogo, commune de 120.000 habitants, qu'ULB-Coopération et son partenaire Impulsion conduisent leurs actions de renforcement et de maintenance du parc hydraulique. 400 pompes et 6 adductions ont été préalablement installées pour assurer un approvisionnement continu en eau potable à l'ensemble de la population. L'objectif est maintenant d'assurer le bon entretien des installations et de remettre leur gestion sous la responsabilité des autorités locales. Les artisans réparateurs de première ligne ont bénéficié de formations de renforcement technique, et des moyens de déplacement et un nouvel outillage ont été acquis pour être mis à leur disposition. Impulsion a mis en place un centre de maintenance qui a été agréé. Les autorités communales ont été formées à la réglementation de la gestion des infrastructures hydrauliques. Les 79 associations des usagers de l'eau qui représentent les 79 villages de la commune ont reçu un appui pour leur mise en ordre administrative. Tous les éléments pour la mise en place d'un système d'approvisionnement fonctionnel et administrativement en ordre sont donc réunis. Malheureusement l'insécurité croissante apparue dans la seconde partie de l'année risque d'anéantir une part importante de ces efforts. Les tournées des points d'eau pour une évaluation régulière des besoins en maintenance deviennent de plus en plus

difficiles. Pour les artisans locaux, leur collaboration avec une ONG internationale est un facteur de risque important face à la menace djihadiste.

Au-delà de ces difficultés, la stratégie de renforcement de notre partenaire local, l'association Impulsion, a été poursuivie. Divers chantiers d'amélioration ont été mis en œuvre, concernant la gouvernance de l'association, la réorganisation du management, les outils de gestion financière et la visibilité sur Internet.

Dans la région du Centre-Sud du pays (Nazinga-Kaboré-Tambi), le projet qu'ULB-Coopération poursuit avec les associations locales Natudev et APAF consiste à recréer une dynamique alliant développement économique et environnemental. L'objectif est de mettre en place des modèles d'exploitation durable à proximité d'une aire à protéger, le Corridor des éléphants, qui permettent de dégager des revenus suffisants et durables pour les populations avoisinantes. Les revenus générés proviennent des produits de la forêt (produits forestiers non ligneux) tels que le miel et le karité (pour la fabrication de beurre et de savon) et de l'augmentation durable des rendements des champs des populations riveraines par l'introduction de techniques d'agroforesterie. Parallèlement à ces activités orientées directement vers la production de revenus, l'association Natudev a renforcé les collectivités locales pour qu'elles acquièrent les compétences nécessaires à la coordination des activités de protection et d'exploitation du Corridor. Des associations villageoises et inter-villageoises ont été mises en place (création officielle en 2019) pour devenir partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'aménagement et de gestion du Corridor, une fois l'arrêté de classement officiel obtenu (prévu en 2019). Chaque partenaire local de l'ONG bénéficie régulièrement d'appuis, notamment en gestion, pour qu'à terme, leurs compétences rendent la continuation de projets totalement autonome.

### NAZINGA-KABORÉ-TAMBI



Mise en place d'un plan d'aménagement de gestion d'espaces à exploiter



Formation et équipement d'apiculteurs et mise en place d'un plan de développement de l'apiculture



Formation d'agriculteurs à la technique de RNA (Régénération Naturelle Assistée)



Création d'une association inter-villageoises reconnue pour une meilleure auto-gestion



Production et commercialisation de beurre de karité et de savon par les associations locales



Mise en place de champs agroforestiers

#### RÉSULTATS

60 Ha d'agroforesterie

70 apiculteurs dont 22 femmes, formés et équipés

18 producteurs formés à la mise en place et à l'entretien de pépinières forestières

195 ruchers installés



### BARSALOGHO



Création d'un centre de maintenance des ouvrages hydrauliques



Achat d'équipements pour le centre de maintenance



Pression d'huile de baobab et de balanités et confection de savons



Formation, régularisation administrative et équipement de 4 artisans / techniciens réparateurs de pompes



Fédération des parties prenantes pour une gestion intégrée du parc hydraulique et formation à la législation de réforme sur la gestion des infrastructures d'hydraulique villageoise



Formalisation des Associations d'Usagers de l'eau dans 50 villages

#### RÉSULTATS

377 pompes à eau sont entretenues

140.000 personnes dans 50 villages ont accès à l'eau potable

La situation sécuritaire dégradée dans la zone du Centre-Nord du Burkina a compromis les activités. Les sorties sur terrain des membres d'ONG locales ou internationales se sont raréfiées au cours de l'année, par crainte d'attaques terroristes ciblées.

ULB-Coopération est partie prenante d'un Programme de Recherche et Développement (PRD) financé par l'ARES (Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur), qui associe l'Université de Ouaga 1 et l'École Interfacultaire de Bioingénieurs de l'ULB, Service d'Écologie du Paysage et Systèmes de Production Végétale, intitulé « Intégration de la conservation de la biodiversité et du développement local dans le contexte d'aires protégées du complexe écologique PONASI ». Ce partenariat permet de coconstruire les thèmes des recherches des mémorants et d'améliorer les composantes scientifiques des actions de l'ONG dans la zone du Corridor.

BAILLEURS



HYDROBRU

BUDGET 2018 : 379.000 €

INFO : boris.javeau@ulb-cooperation.org  
thierry.decoaster@ulb-cooperation.org

SÉNÉGAL

## AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES MÉNAGES VULNÉRABLES ; ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les différentes actions menées au Sénégal par les partenaires locaux d'ULB-Coopération ont pour objectif d'améliorer la gestion des ressources naturelles en mettant en place des modèles d'exploitation agricole durable et diversifiée. Elles visent également à favoriser l'adaptation des populations aux changements climatiques en cours. La sensibilisation des populations locales aux enjeux environnementaux, climatiques et sanitaires mais également aux questions de genre se trouve en filigrane des projets, avec des actions visibles ponctuelles (mobilisations, émissions radios, ciné-débats...). Des questions de recherche enrichissent chaque projet, par exemple sur des questions de fertilité et de restauration des sols, ou encore de nutrition. Dans chacune des trois zones d'action, ULB-Coopération renforce systématiquement les capacités techniques et organisationnelles de ses partenaires.

Ces orientations générales se déclinent avec certaines spécificités dans les trois régions distinctes où prennent place les actions de l'ONG, selon les contextes locaux et les compétences particulières des partenaires. Am Bé Koun-Solidarité axe ses activités sur le renforcement des groupements d'intérêt économique féminins. L'APAF se distingue par son expertise dans l'agroforesterie et l'accompagnement à la mise en place d'exploitations familiales agri-durables. Les membres de Nebeday excellent dans le reboisement et la valorisation des ressources forestières faite par les femmes.

Dans la région de Tambacounda, avec l'ONG locale Am Bé Koun-Solidarité, ce sont 11 groupements de femmes (+/- 700 personnes) productrices de produits maraîchers bio qui ont reçu des équipements (puits, clôtures, bâtiments, matériel agricole), ont été sécurisés juridiquement (titres fonciers), ont été formés à la gestion et accompagnés dans leurs pratiques agricoles. Ces groupements d'intérêt économique (GIE) ont été renforcés et produisent plusieurs tonnes de produits sains par an, tout en contribuant à la diversification de la consommation alimentaire.

Dans la région de Mbour, où agit l'ONG APAF Sénégal, les membres de 50 nouvelles exploitations familiales (10 par village) ont été formés à l'agroforesterie

(50.000 arbres produits en pépinières, combinaisons arbres/cultures optimales effectuées, élagage réalisé...) afin de restaurer les sols épuisés par l'agriculture conventionnelle intensive. La mise en place de comités villageois a été poursuivie.

Dans la région de Fatick, avec l'ONG Nebeday, 39 comités villageois riverains de trois forêts classées ont été accompagnés pour faire respecter les règles des plans de gestion, afin de lutter contre la surexploitation des ressources et la déforestation. Des groupements féminins ont produit du charbon de paille en alternative durable au charbon de bois, tandis qu'une coopérative a généré de l'emploi et des bénéfices par la valorisation des ressources naturelles de ces forêts.

Outre l'apport des financements et le suivi technique des activités menées par les partenaires, ULB-Coopération a assuré le renforcement des capacités (techniques, économiques, institutionnelles, matérielles...) de ces partenaires ainsi que les échanges de bonnes pratiques entre ces acteurs.



Création d'un périmètre maraîcher, Tambacounda, 2018 © Am Bé Koun



Groupement d'intérêt économique, Tambacounda, 2018 © Am Bé Koun



Plantation de palé-tuiviers, Tambacounda, 2018 © Nebeday



BAILLEURS



BUDGET 2018  
462.000 €

INFO :  
thierry.decoaster@ulb-cooperation.org

### Mixité introduite au sein des groupements féminins

En 2018, des efforts ont été faits pour favoriser la diversité au sein des GIE (hommes, femmes et jeunes). La mixité favorise une diffusion optimale, au sein des communautés, des pratiques agricoles durables et de gestion d'une exploitation agricole. Les hommes intégrés aux GIE, jusqu'alors exclusivement féminins, assurent un relais entre les groupements et les villageois. Ces derniers reconnaissent l'importance du travail colossal réalisés par les femmes et prennent volontairement l'initiative de les appuyer pour certains travaux.

### Éducation environnementale

La plupart des espaces scolaires au Sénégal ne sont pas boisés, ce qui prive les enfants d'ombre où s'abriter, les forçant à rester dans les classes durant les récréations. C'est pourquoi, dans le cadre des campagnes annuelles massives de reboisement de l'ONG Nebeday (500.000 arbres en 2018), ULB-Coopération a mis l'accent sur cette activité, tout en sensibilisant les adultes de demain aux questions environnementales. 4.000 arbres ont été plantés par plus de 5.000 enfants et 175 enseignants dans 103 établissements scolaires des régions de Fatick, Kaolack, Thiès, Kédougou et Dakar. L'opération a été menée en 3 étapes. Une première journée était consacrée à l'éducation environnementale et à un atelier compost. Les enfants participaient en cherchant de la matière première (paille, déchets organiques) et en découvrant la technique de préparation d'un

### Ciné-débats en langues locales

Certaines activités visent à augmenter la capacité de résilience des populations face aux changements climatiques. Les bénéficiaires sont alors impliqués davantage dans la prise en compte de leur environnement. Ils sont sensibilisés aux pratiques agricoles nuisant à la qualité des sols et à la végétation. Un outil permettant de réfléchir à l'intégration environnementale (OIE), développé par Louvain Coopération, est régulièrement utilisé comme support d'animation pour les séances de ciné-débat.

compost. Les élèves les plus âgés de fin du cycle primaire participaient à une séance interactive destinée à réfléchir sur comment et pourquoi protéger la forêt.

La deuxième journée était dédiée à une longue séance de formation en pépinières. Les enfants apprenaient à remplir des gaines avec le compost et à y insérer des graines d'arbres. Ils sont ensuite responsables de l'entretien de cette pépinière jusqu'à maturité des plantules. La troisième étape consistait à transplanter les arbres de la pépinière dans les écoles, en élaborant également un système de protection et d'irrigation.

N.B. Les campagnes de reboisement de Nebeday peuvent être suivies sur le site [www.reboisonslesene-gal.org](http://www.reboisonslesene-gal.org). On y trouve la géolocalisation des arbres, leurs espèces et les quantités.

## LE CONSORTIUM UNI4COOP

Durant l'année 2016, pour augmenter leur capacité d'action et renforcer leur efficacité, les 4 ONG universitaires franco-phones belges (ULB-Coopération, Eclasio pour Liège/Gembloux, FUCID pour Namur et Louvain Coopération pour l'UCLouvain) se sont réunies au sein du Consortium Uni4Coop. Ensemble, elles ont introduit (et obtenu) une demande de financement commune auprès de la Coopération belge : le programme commun 2017-2021.

2018 est la seconde année de mise en œuvre de ce programme. Elle a permis de poursuivre les opérations de renforcement du consortium. Les différents groupes de travail (suivi et évaluation, finances, communication...) et le comité de pilotage, qui regroupe les 4 directeurs-trices, ont poursuivi leurs actions. Plusieurs réunions ont également été organisées avec les Présidents et des membres des différents CA pour renforcer la dynamique de collaboration.

Les réalisations d'Uni4Coop les plus marquantes en 2018 ont été les suivantes :

- La réalisation du colloque « L'engagement, cela s'apprend ? », à l'Université de Namur, qui avait pour objectif de proposer un temps d'échange et de tra-



Équipes des 4 ONG réunies, atelier Uni4Coop, mai 2019

- L'obtention du financement d'un premier projet commun Uni4Coop (hors financement de la coopération belge), le projet « expertise universitaire – mangroves », qui a mis en contact divers acteurs proches des mangroves (chercheurs, communautés d'agriculteurs, ONG locales...) afin de partager leurs connaissances sur la gestion communautaire des ressources de la mangrove.
- La réalisation de la première année de rapportage du programme, en utilisant

- Des rapprochements des équipes actives dans les mêmes pays, notamment sous la forme d'échange de bonnes pratiques et par la réalisation de missions communes.
  - L'échange d'informations sur les appels à projets.
- La mise en place d'une structure administrative (Groupement Autonome de Personnes) permettant de faciliter l'échange d'expertise et le partage de ressources entre les ONG membres du consortium.

## NOS LIENS AVEC L'ULB



## POUR POURSUIVRE NOS ACTIVITÉS, VOS DONS SONT ESSENTIELS!

PLUSIEURS POSSIBILITÉS VOUS SONT OUVERTES :

- Le formulaire d'ordre permanent ci-dessous : vous déterminez le montant, la fréquence, et ne vous souciez plus du reste !
- Le bulletin de versement ci-dessous.

*Une attestation d'exonération fiscale vous est envoyée pour tout montant annuel total de dons ≥ 40 €.*

### FORMULAIRE D'ORDRE PERMANENT

(À compléter, signer et déposer dans votre organisme bancaire ou à effectuer via votre PC banking)

En optant pour l'ordre permanent, je soutiens de façon régulière, grâce à ma générosité, les projets de développement durable d'ULB-Coopération en Afrique Centrale et de l'Ouest.

**Le + pour vous ?** Le montant que vous désirez, la fréquence que vous déterminez, un prélèvement automatique dont vous ne vous souciez plus, modifiable à tout moment. Et une attestation fiscale systématiquement reçue chaque année dès que le montant total de vos dons est ≥ 40 €.

**Le + pour nous ?** Une plus grande stabilité des arrivées financières, pour une gestion optimale.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

N° : ..... Bte : ..... Code postal : .....

Localité : .....

Email : .....

40 €  30 €  20 €  10 €  5 €  autre montant mensuel € .....

Vers le compte d'ULB-Coopération :

Banque CBC : BE25 7320 4180 0482 ou BNP : BE86 0014 8053 5450 50 Av. F.D. Roosevelt, CP 266, à 1050 Bruxelles, avec la communication « Don ULB-Coopération ».

Je peux, à tout moment, modifier ou annuler mon ordre par simple avis à ma banque.

Le : ..... / ..... / ..... Signature : .....



Handtekening(en)  
Signature(s)

OVERSCHRIJVINGSOPDRACHT  
ORDRE DE VIREMENT

02

Gewenste uitvoeringsdatum in de toekomst / Date d'exécution souhaitée dans le futur

Bedrag / Montant EUR CENT

Rekening opdrachtgever (IBAN)  
Compte donneur d'ordre (IBAN)

Naam en adres opdrachtgever  
Nom et adresse donneur d'ordre

Rekening begunstigde (IBAN)  
Compte bénéficiaire (IBAN)

BIC begunstigde  
BIC bénéficiaire

Naam en adres begunstigde  
Nom et adresse bénéficiaire

Mededeling  
Communication



Graphisme : mpointproduction.be

Burkina Faso, 2018

Par souci écologique, nous vous encourageons à opter pour la newsletter en format pdf. Envoyez un simple e-mail à l'adresse [info@ulb-cooperation.org](mailto:info@ulb-cooperation.org) ou inscrivez-vous sur notre site [www.ulb-cooperation.org](http://www.ulb-cooperation.org)

**Ajoutez ULB-Coopération à votre testament et léguiez votre solidarité !**



**Belgique**

partenaire du développement



Wallonie



agence wallonne de l'air & du climat

